

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
§1. Les soubresauts de l'histoire	5
A. L'autonomisation des religions.....	6
B. L'autonomisation des croyants. Post-sécularisation et rénouveau du monde.....	12
§2. Les offres de droit	21
A. Le pluralisme politique : l'aménagement du droit unitaire.....	23
B. Le pluralisme juridique : la consécration de l'autonomie normative religieuse	26
§3. Au-delà du droit : laïcité, tolérance, respect	32
<i>PARTIE 1. La confrontation entre normes juridiques.....</i>	39
Les interactions entre les instruments internationaux et européens et le droit français à propos de la liberté religieuse du mineur.....	41
§1. Le mineur est une personne comme les autres.....	43
A. La liberté de religion, une liberté aux contours incertains. La force d'inspiration des textes internationaux et européens.....	43
B. La liberté de religion, une liberté sous conditions. La force d'inspiration de la jurisprudence française.....	55
C. La rencontre des jurisprudences : la responsabilité partagée	68
§2. Le mineur est une personne différente des autres	73
A. La liberté de religion du mineur comprimée par l'autorité parentale.....	74
B. La liberté de religion de l'enfant extraite de l'emprise familiale.....	79
Impasse ou mutation des réceptions du droit musulman de la famille ? (approches pluridisciplinaire, comparative, européenne à la lueur du droit français).....	89
§1. Des obstacles aux réceptions du droit musulman familial en Europe de plus en plus nombreux et infranchissables	96
A. Des revendications identitaires de plus en plus virulentes dans les droits des étrangers et dans les droits de la nationalité	96

B. Un statut personnel musulman de plus en plus contesté par les dip et par les droits des personnes et de la famille occidentaux.....	108
§2. Des réceptions du droit musulman de la famille en Europe de plus en plus antagonistes.....	121
A. Une réception contrariée par le rejet réciproque des normativités.....	121
B. Une réception favorisée par une acceptation embryonnaire du dialogue internormatif.....	145

Le blasphème : le face à face des libertés religieuse et d’expression. Approche du droit français à la lueur du droit comparé et du droit européen 159

§1. Le droit français : un exemple pour les autres systèmes juridiques ?	163
A. Les atteintes aux croyances et aux convictions intimes des croyants ou des groupes de croyants.....	164
B. La répression des atteintes aux convictions intimes des croyants	178
§2. Le droit français : entre droit au blasphème et délit de blasphème ?	181
A. La liberté d’expression sauvegardée grâce à une interprétation jurisprudentielle très judicieuse de la loi sur la presse.....	186
B. La liberté d’expression menacée à cause de ses abus non maîtrisés par la loi sur la presse.....	199

PARTIE 2. Les normes juridiques confrontées aux normes religieuses, morales et éthiques..... 223

Y-a-t-il en droit français un droit à l’authenticité des convictions en matière religieuse ? 225

§1. Les prénoms, vecteurs des identités civile et religieuse au cœur des conflits entre les référents.....	229
A. Le choix des prénoms ou l’identité civile et religieuse imposée par les parents aux mineurs	230
B. Le changement de prénoms ou l’identité civile et religieuse récupérée par la personne majeure.....	233
§2. L’apostasie, miroir des nouvelles convictions de la personne en matière religieuse, au sein des discussions juridiques.	241
A. La débaptisation catholique ou l’apostasie reconnue partiellement par le droit	243

B. L'incinération musulmane ou l'apostasie parfois contrariée par le droit	244
Les mineurs, victimes ou adeptes de pratiques radicales ou terroristes religieuses, sont-ils protégés par le droit français ?	249
§1. Les protections des mineurs vivant en France contre certaines pratiques religieuses extrêmes ou radicales	254
A. Les contrôles et les sanctions judiciaires de l'exercice de l'autorité parentale protégeant les mineurs des dérives religieuses de leurs parents	256
B. Les interventions pluridisciplinaires du droit protégeant les mineurs des dérives religieuses, qu'elles soient parentales ou émanant de tiers	270
§2. Vers une protection « spéciale » et complémentaire des mineurs musulmans victimes ou adeptes de pratiques religieuses radicales ou terroristes ?	298
A. Les mineurs musulmans et les pratiques radicales : vers un régime spécial ?	300
B. Les mineurs et les pratiques terroristes : vers un changement de paradigmes ?	312
Le port de signes convictionnels religieux au sein de la communauté éducative. Approche de droit comparé	337
§1. La neutralité produit de la laïcité conquérante	339
A. La conquête de nouveaux territoires	340
B. La conquête de nouvelles populations	345
§2. La neutralité substitut de la laïcité	348
A. Neutralité « absolue »	349
B. Neutralité inclusive ou neutralité exclusive ?	352
Cachez ce voile que je ne saurais voir. L'obligation de neutralité dans les entreprises privées françaises	359
§1. La neutralité réduite à la laïcité	367
A. D'une laïcité indifférente à une neutralité agressive ..	369
B. L'échec des tentatives d'intrusion du principe de laïcité dans l'entreprise privée	371
§2. La neutralité déconnectée de la laïcité	379
A. La lente maturation de la discrimination religieuse dans la jurisprudence des tribunaux français	380
B. L'interprétation contrastée de la discrimination indirecte pour cause d'expression convictionnelle dans les jurisprudences européennes et internationale	385
§3. La laïcité réinvestie	418

A. La neutralité convictionnelle « objectif légitime » de l'entreprise de conviction ?	419
B. La neutralité convictionnelle fossoyeuse de la liberté de religion ou instrument de lutte contre le communautarisme ?	432
Les clauses de conscience dans les lois bioéthiques contemporaines sont-elles encore nécessaires ? Approches pluridisciplinaire, européenne, comparative à la lueur du droit français.....	439
§1. Les clauses de conscience, des entraves injustifiées aux « droits » à l'IVG et à une mort digne ?	450
A. Obstacles illégitimes au droit-liberté ou au droit-créance des femmes à l'IVG ?	450
B. Obstacles inutiles, voire illégitimes, au droit à une mort digne ?	463
§2. Les clauses de conscience, leur mort programmée par une régulation déplorable	475
A. Les défaillances et les incohérences de la régulation .	475
B. Les conséquences des déficiences régulatrices	482
§3. Les clauses de conscience, une survie, indispensable mais conditionnelle	485
A. La nécessité de réhabiliter les clauses de conscience .	485
B. La nécessité de mieux réguler la clause de conscience	488
Les rites et pratiques sociales entre cultuel et culturel	491
§1. Revendications pour la reconnaissance de rites et pratiques de l'islam	492
A. Les interdits	492
B. La tolérance	499
C. L'autorisation : l'abattage rituel	506
§2. Contestation des rites et pratiques des autres grandes religions monothéistes	518
A. La résistance par l'élimination ou l'atténuation du caractère religieux	519
B. La soumission par l'inversion des espaces	531
CONCLUSION GÉNÉRALE	541
TABLE DES MATIÈRES.....	555